

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Personnes vivant avec le handicap : les recenser pour mieux répondre à leurs besoins

GRÂCE à un accompagnement technique et financier du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), le ministère de la Santé et des Affaires sociales a lancé hier, une campagne de recensement des personnes vivant avec le handicap.

Line R. ALOMO
Libreville/Gabon

CONNAÎTRE l'état et la structure des enfants vivant avec un handicap. Mettre à jour le fichier de cette catégorie de citoyens. Avoir la répartition spatiale des enfants en situation de handicap par type et causes de déficience. Disposer des caractéristiques sociodémographiques, socioculturelles de ces enfants pour doter le Gabon d'un outil d'aide à la décision adapté aux exigences modernes. Telles sont entre autres, les ambitions de l'opération de recensement des personnes vivant avec le handicap lancée hier au centre Ndossi et Akomgha à Angondjé par la ministre déléguée auprès du ministre de la Santé et des Affaires sociales, Mme Françoise Makaya-Mvou. Pendant 20 jours, 109 agents recenseurs vont sillonner les ménages du territoire national, les centres et services d'accueil avec un questionnaire pour collecter les données dont le pays a besoin pour actualiser son fichier par typologie de handicap. Pour le membre du gouverne-

ment, les résultats du recensement permettront au ministère de la Santé et des Affaires sociales d'amplifier et d'adapter les différentes politiques publiques de développement qu'il élabore en vue de les rendre plus inclusives. Et, Mme Makaya-Mvou de rendre hommage au Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), partenaire technique et financier de ce recensement. Sa représentante adjointe, Dina Rakotoarifetra, rappelant qu'au Gabon, 2,2 %, soit près de 38 000 âmes en 2013 dont 2 220 enfants vivent avec un handicap. Elle ajoute que le Gabon a mis en place des filets de protection économiques et transferts solidaires, pour renforcer leur résilience. " Malgré cette volonté affirmée de l'État gabonais, la prise en charge de toutes les personnes handicapées y compris des enfants est un grand défi qui nécessite des efforts supplémentaires pour une justice sociale équitable", pense la diplomate onusienne. D'où cet appui de l'Unicef aux efforts du gouvernement pour donner aux enfants handicapés les mêmes chances.



Photo: DR
Tour hier du centre Ndossi et Akomgha pour la prise en charge des enfants autistes et trisomiques.

Médias publics : 500 postes budgétaires rendus disponibles par le CTRI

R.H.A
Libreville/Gabon

C'ÉTAIT l'une des doléances des médias publics lors de la rencontre avec le chef de la Transition au lendemain du coup d'État. Dans son communiqué 033 rendu public hier, lundi 11 décembre 2023, le porte-parole du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), le colonel Ulrich Manfoumbi Manfoumbi, a annoncé la mise à disposition de 500 postes bud-

gétaires. Les autorités souhaitent à travers ce geste "remédier à la situation de précarité sociale des personnels des médias publics", a justifié le porte-parole du CTRI.



Photo: Bunny Claude
Bonne nouvelle pour les journalistes et communicateurs des médias publics.

Résistance aux antimicrobiens : pour un meilleur succès thérapeutique

Sveltana NTSAME NDONG
Lambaréné/Gabon

LA mauvaise utilisation des antibiotiques, leur mauvaise prescription, etc., font en sorte que l'organisme humain s'accommode à ces produits médicaux qui les rendent ainsi inefficaces en cas de survenue d'une infection. Ce qui entraîne une résistance aux antimicrobiens encore appelée résistance aux antibiotiques. Laquelle, en réalité, se définit comme le fait que les bactéries en général ne répondent plus au traitement usuel. Pour lutter contre ce phénomène dangereux qu'on rencontre de plus en plus en Afrique et singulièrement dans notre pays, la famille biomédicale du Gabon et d'ailleurs est réunie les 11 et 12 décembre à Lambaréné (Moyen-Ogooué) dans le cadre d'un atelier portant sur "La résistance aux antimicrobiens et leur utilisation rationnelle". Une rencontre organisée par l'Alliance de recherches sur les maladies infectieuses et les épidémies en Afrique (Caidera), en partenariat avec le Centre de recherches



Photo: DR
Les participants après l'ouverture des travaux de l'atelier.

médicales de Lambaréné (Cermel). Son objectif, parvenir à une utilisation rationnelle des antibiotiques pour plus de succès thérapeutique. Pendant ces deux jours les spécialistes vont, entre autres, examiner le rôle des laboratoires de microbiologie dans la lutte contre la résistance antimicrobienne : cas particulier des antiparasitaires et des antirétroviraux, etc. Ces assises sont donc jugées opportunes par le directeur du Cermel, Dr Ayola Akim Adegnika. À ses yeux, en effet, la résistance antimicrobienne est une bombe. "Il y a 5 millions de personnes

qui décèdent chaque année à cause de la résistance antimicrobienne (...)", a-t-il souligné avant de rappeler que pour l'amorce, il faut également une implication des pouvoirs publics. "En pharmacie, il y a une liste de médicaments qu'on peut donner à tout le monde et il y a une liste qui exige une prescription d'un spécialiste. Il est donc important que les autorités mettent un point d'honneur sur le respect des règles législatives en la matière afin d'éviter que les personnes aillent en pharmacie se procurer les antibiotiques comme ils veulent", a-t-il insisté.